

LES ENQUÊTEURS DU BEI SONT EN MAJORITÉ ISSUS DU MILIEU POLICIER

L'indépendance du BEI à l'égard des corps de police est essentielle à la garantie d'impartialité des enquêtes que le Bureau est appelé à mener. La LDL, la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP), le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), le Conseil central du Montréal Métropolitain-CSN, Montréal-Nord Républik, Action Autonomie, ainsi qu'une vaste coalition d'organismes ont revendiqué ce principe d'indépendance tout au long du processus qui a mené à la mise en place du BEI¹.

Dans son mémoire sur le Projet de loi 12 visant à créer le BEI, la LDL précisait : « L'ensemble du personnel du Bureau doit être exempt de liens avec la police pour éviter toute situation de solidarité consciente ou inconsciente entre les membres du personnel et les corps policiers² [nous soulignons] ».

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse recommandait pour sa part que les enquêteurs du BEI ne devaient, « pour la majorité, n'avoir jamais été à l'emploi d'un service de police³ [nous soulignons] ». Elle recommandait également que, si l'équipe d'enquêteurs civils avait, au besoin, à s'adjoindre d'ex-policiers ceci devait se faire « à la condition que ceux-ci demeurent minoritaires en nombre et qu'ils n'aient pas été à l'emploi d'un service de police depuis au moins 5 ans⁴ ». La CDPDJ s'inspirait alors du modèle de la Colombie-Britannique. En effet, la loi prévoyant la création du Independent Investigations Office (IIO) interdit non seulement l'embauche d'enquêteurs ayant été policier lors des cinq années précédentes dans cette province, mais stipulait en outre que cet organisme équivalent au BEI devrait veiller, d'ici cinq ans après sa mise sur pied, à ce que son personnel soit composé exclusivement d'enquêteurs n'ayant jamais été policiers⁵.

La Loi 12 créant le BEI s'est limitée à exiger que l'on tende vers la parité entre les enquêteurs n'ayant jamais été agents de la paix (et donc n'ayant jamais été policiers) et ceux qui l'ont déjà été⁶. Cette mention « d'agent de la paix » fait en sorte que, pour déterminer le pourcentage de civils membres du BEI, il ne sera pas tenu compte du fait qu'un-e candidat-e ait pu, autrement qu'à titre de policier, être à l'emploi d'un service ou corps de police. Ceci permettra à la directrice du BEI, dans le rapport annuel de 2017-2018, de déclarer que, parmi les 30 personnes membres de l'équipe d'enquêteurs du BEI, 16

¹ LDL, « Avoir le courage politique d'assurer des enquêtes indépendantes. Mémoire. Présenté à la Commission des institutions du Québec », 12 mars 2013, p. 20-23, Voir la Déclaration commune, *Pour un processus à caractère civil, transparent, impartial et indépendant*, <http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/memoire-ligue-des-droits-et-libertes-pl-12-mars-2013.pdf>

² *Ibid.*, p. 14.

³ CDPDJ, « Mémoire à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale. Projet de loi n° 12, *Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes* », février 2013, p. 37, http://www.cdpdj.qc.ca/Publications/memoire_pl12_enquetes_police.pdf

⁴ *Ibid.*, p. 38.

⁵ Police (Independent Investigations Office) Amendment Act, 2011, articles 38.06 (3) et 38.13 (2) a).

⁶ Voir l'article 289.10 de la *Loi sur la police*.

n'avaient pas été agents de la paix, excluant dans son calcul les personnes ayant été par ailleurs membres de corps de police.

Nous demeurons convaincus que, pour assurer l'indépendance et l'impartialité du BEI, l'équipe d'enquête du BEI doit être exempte de tout lien avec le milieu policier. Ceci implique qu'elle doit être entièrement composée de civils n'ayant jamais été à l'emploi d'un service ou d'un corps de police, que ce soit à titre de policier ou tout autre titre.

En date du 18 décembre 2019, les informations que nous avons été en mesure de recueillir nous indiquent que les enquêteurs du BEI sont en grande majorité issus du milieu policier, ayant été par le passé à l'emploi d'un service ou corps de police. Soulignons plus particulièrement que, parmi ceux-ci, l'ensemble des superviseurs-enquêteurs sont tous d'ex-policiers.

1. Nominations depuis la création du BEI

Signalons d'emblée que les informations permettant de savoir si un enquêteur a été ou non à l'emploi d'un service ou corps de police ne sont pas facilement repérables. Pour y arriver, il faut faire l'inventaire de l'ensemble des nominations de membres du BEI faites au fil des ans par le Conseil des ministres, en prenant bien soin de consulter toutes les informations relatives au parcours professionnel de chacune des personnes nommées, ce qui s'avère fastidieux.

Notons que lorsque nous consultons le site web du gouvernement faisant état des nominations survenues à une date précise, on ne peut s'en tenir aux seules informations succinctes qui y apparaissent quant au dernier poste occupé par la personne pour déterminer s'il s'agit ou non d'anciens membres de services ou de corps policiers. Il faut suivre le lien rattaché au nom de la personne qui nous mènera à l'ensemble de ses expériences professionnelles.

Nous avons fait l'exercice.

Depuis la création du BEI jusqu'au 18 décembre 2019, 57 nominations de membres du BEI⁷ ont été faites par le Conseil des ministres, incluant celle de M^{me} Madeleine Giauque à la direction du BEI, le 14 décembre 2014, celle de M. Pierre Goulet en remplacement de M^{me} Giauque, le 18 décembre 2019 ainsi que la nomination de deux directeurs adjoints, M. Sylvain Ayotte lequel a remplacé M. René Trépanier. Si l'on exclut ces 4 nominations qui doivent nécessairement être attribuées à des civils, la consultation du site web du gouvernement faisant état des nominations faites par le Conseil des ministres, depuis 2014 nous révèle qu'il y a eu, sur ces 53 nominations restantes, 38 nominations d'enquêteurs (comprenant également les superviseurs) ayant déjà été à l'emploi d'un service ou d'un corps de police et 15 nominations d'enquêteurs civils.

⁷ Parmi ces 57 nominations, à noter que 4 personnes ont fait l'objet de 2 nominations (d'enquêteurs à superviseurs) soit Sylvie Beauregard, Luc Auclair, Luc Desroches ainsi que André Duchesne et que 4 personnes ne sont plus parmi les membres du BEI, soit Alexandra Marcil, Patrice Abel, René Trépanier et Isa Savoie-Gargiso.

Ainsi, depuis la création du BEI, 71,6 % des nominations faites au sein de l'équipe d'enquête du BEI, sur recommandation de la direction du BEI, ont fait en sorte que le choix a porté sur des candidat-e-s ayant déjà été à l'emploi d'un service ou corps de police.

Notons d'ailleurs que depuis le début de l'année 2019, sur 17 nominations d'enquêteurs ou de superviseurs, seulement 4 visaient des civils n'ayant jamais été à l'emploi d'un corps de police.

Se pourrait-il toutefois que peu de civils se portent candidat-e-s? Ce ne semble pas le cas, selon les informations fournies par la directrice du BEI à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (CERP)⁸. Ainsi, en 2015, un total de 213 personnes a postulé sur l'appel de candidatures, dont 173 n'avaient jamais été agents de la paix et 40 l'avaient déjà été. En 2016, 185 candidatures ont été déposées. 106 d'entre elles n'avaient jamais été agents de la paix alors que 79 l'avaient déjà été. En 2018, 135 candidatures ont été déposées, dont 97 n'avaient jamais été agents de la paix alors que 38 l'avaient déjà été.

Une question demeure cependant sans réponse, les informations n'étant pas disponibles, ni sur le site web du BEI, ni sur le site web des nominations faites par le Conseil des ministres : au moment où la directrice du BEI recommande au gouvernement la nomination d'enquêteurs, combien de civils sont alors sur la liste des personnes ayant été jugées aptes à exercer cette fonction? Pour remédier à cette absence d'informations, la *Loi sur la police* devrait imposer à la direction du BEI l'obligation de rendre compte sur la manière dont celle-ci s'assure de favoriser l'atteinte de la parité entre les enquêteurs n'ayant jamais été agents de la paix et ceux qui l'ont déjà été.

2. Composition de l'équipe des enquêteurs et enquêteuses du BEI en date du 18 décembre 2019

En date du 18 décembre 2019, l'équipe des enquêteurs et enquêteuses du BEI était composée à 69,5 % de personnes qui ont déjà été à l'emploi d'un service ou corps de police, soit 32 personnes sur un total de 46 (comprenant les postes de superviseurs-enquêteurs qui, et c'est à souligner, sont tous occupés par d'anciens policiers). La liste des membres du BEI avec leur profil professionnel se trouve en annexe.

Les postes à la direction, soit celui du directeur et du directeur adjoint, ne sont pas considérés dans nos calculs, puisqu'ils doivent nécessairement être occupés par des personnes n'ayant jamais été agents de la paix, conformément à ce qui est prévu dans la *Loi sur la police* (article 289.9).

3. Au Québec, la police continue d'enquêter sur la police

Composé à très grande majorité d'anciens membres de services ou de corps de police, le BEI peut difficilement prétendre à son indépendance à l'égard des policiers et policières qui feront l'objet d'enquête. Rappelons à cet égard les propos de l'ombudsman de l'Ontario dans son rapport de 2008,

⁸ CERP, lettre de M^{me} Madeleine Giauque, 10 juillet 2018, pièce déposée P-871-43, p. 11, https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Documents_deposes_a_la_Commission/P-871-43.pdf

*Une surveillance imperceptible*⁹. Celui-ci y critiquait très sévèrement le système de surveillance policière ontarien. Il évaluait qu'il n'était pas à la hauteur de ses promesses et pointait du doigt une culture de la complaisance ainsi qu'un manque de rigueur à veiller au respect des règles par la police. Un des problèmes concernait la composition et l'absence de neutralité de l'Unité des enquêtes spéciales dû au fait que la majorité de ses enquêteurs, soit 24 sur 30, étaient d'anciens policiers à la retraite, ce qui laisse entier, selon l'Ombudsman, la question de l'impartialité de l'Unité.

4. Autochtones et personnes racisées

Bien que la *Loi sur la police* ainsi que le *Règlement sur la procédure de sélection et sur la formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes* n'imposent quoi que ce soit en ce qui concerne l'inclusion de personnes autochtones et de personnes racisées au sein de l'équipe du BEI, nous avons jugé pertinent de considérer ces deux éléments dans nos recherches sur le processus de sélection des enquêteurs et enquêteuses.

Dans notre demande d'accès à l'information faite auprès du BEI, nous avons ainsi demandé quel était le nombre total de personnes inscrites sur la liste des personnes déclarées aptes à exercer la fonction d'enquêteur, à chaque fois que la direction du BEI a fait ses recommandations de nominations auprès du gouvernement, et parmi ce nombre total, quel était le nombre de personnes autochtones ainsi que le nombre de personnes racisées. Nous avons également demandé l'accès à tout document sur lequel s'appuie la direction du BEI afin de favoriser des pratiques inclusives visant à lever les obstacles aux personnes autochtones ou racisées dans le processus de sélection des candidatures.

Le BEI a répondu qu'il ne compilait pas de telles données sur les candidatures retenues et ne détenait pas de document permettant de répondre à ces questions. Ce qui soulève à tout le moins la question de l'intérêt du BEI en ce qui concerne la nécessité d'inclure des personnes autochtones et des personnes racisées au sein de son équipe.

5. Conclusion et recommandations

Le BEI a été mis en place afin de mettre un terme aux enquêtes de la police sur la police. Le fait que l'équipe d'enquêteurs soit à la grande majorité constituée d'anciens membres de services de police ne permet pas d'affirmer que nous nous sommes éloignés de cette pratique.

L'indépendance du BEI à l'égard des services ou corps de police ne sera acquise que par son caractère totalement civil, ce qui notamment exclut à notre sens la présence non seulement d'ex-policiers mais aussi de toute personne ayant été à l'emploi d'un service ou corps de police.

⁹ André Marin, « Enquête sur l'efficacité et la crédibilité des opérations de l'Unité des enquêtes spéciales. "Une surveillance imperceptible" », rapport de l'Ombudsman de l'Ontario, septembre 2008, <https://www.ombudsman.on.ca/ressources/rapports-et-resumes-des-cas/enquetes/2008/une-surveillance-imperceptible>

En ce sens nous recommandons :

- Que la *Loi sur la police* et le *Règlement sur la procédure de sélection et sur la formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes* soient modifiés afin que l'équipe du BEI ne soit composée que de civils n'ayant jamais travaillé pour un corps de police en tenant compte de la fin des mandats des personnes actuellement en poste.

En attendant cette révision, voici des recommandations qui visent à tout le moins à ce que soit mise en oeuvre l'obligation de tendre vers la parité qui est prévue à l'article 289.10 de la *Loi sur la police* :

- Que le comité de sélection des candidatures ainsi que la direction du BEI soient tenus de rendre compte publiquement des moyens pris pour mettre en oeuvre l'obligation de tendre vers la parité entre les enquêteurs n'ayant jamais été agents de la paix et ceux qui l'ont déjà été, et qu'ils fournissent toute information pertinente à cet effet ;
- Que la direction du BEI ait l'obligation de tenir à jour un registre public des informations concernant les nominations faites au sein de l'équipe des enquêteurs. Ce registre devrait faire état de *l'ensemble du parcours professionnel* des personnes nommées et non pas se limiter au dernier emploi occupé ;
- Que lors des prochaines nominations d'enquêteurs, y compris à des postes de supervision, la direction ne recommande que des personnes n'ayant jamais travaillé pour un corps de police.

Aussi, en attendant la révision proposée à la *Loi sur la police* et au *Règlement sur la procédure de sélection et sur la formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes* :

- Que l'enquêteur du BEI qui avise la direction d'une situation le plaçant en conflit d'intérêt soit tenu à l'écart de l'enquête à mener. Que la direction du BEI veille à ce qu'aucun enquêteur ne soit affecté à une enquête qui concerne un corps de police où il a déjà travaillé à titre de policier ou d'employé civil.

ANNEXE

Membres du BEI et profil professionnel – en date du 18 décembre 2019

DIRECTION

1. Pierre Goulet, Directeur

Fin de mandat : 12 janvier 2025

- Directeur des poursuites criminelles et pénales : 2016-2019 Procureur aux poursuites criminelles et pénales; 2015 - 2016 Procureur en chef par intérim au Bureau de lutte au crime organisé, division des projets spéciaux; 2011-2016 Procureur en chef adjoint au Bureau de la grande criminalité et affaires spéciales et au Bureau de lutte au crime organisé;

- 2008 - 2011 Procureur aux poursuites criminelles et pénales au Bureau de lutte au crime organisé
- Ministère de la Justice : 1992 - 2008 Procureur aux poursuites criminelles et pénales et substitut du procureur général
- Lepage et Goulet, avocats 1989 - 1992 Avocat

2. Sylvain Ayotte, Directeur adjoint

Fin de mandat : 2 mai 2022

- Bureau des enquêtes indépendantes : 2015-2017 Conseiller juridique
- Commissaire à la déontologie policière 2007-2015
- Avocat plaidant, ministère de la Justice 1996-2007, ministère de l'Environnement et de la Faune 1990-1996, ministère du Revenu 1986-1990, Ratelle, Ratelle & associés (Avocat en matière civile et administrative) 1983-1986

SUPERVISEUR-E-S

3. Alain Gariépy, Enquêteur et superviseur des enquêtes

Fin de mandat : 12 octobre 2020

- Ville de Mirabel : 2005-2015 Directeur du Service de police, 2000-2005 Responsable des enquêtes
- Sûreté du Québec : 1999-2000 Sergent – Adjoint au coordonnateur provincial, 1996-1999 Responsable du Contrôle de qualité – Escouade mixte Carcajou, 1995-1996 Caporal, 1983-1995 Enquêteur, 1974-1983 Patrouilleur
- Forces armées canadiennes : 1972-1974 Technicien en transport

4. Luc Auclair, Enquêteur et superviseur des enquêtes

Fin de mandat : 15 novembre 2020

- Service de police de la Ville de Montréal : 2000-2015 Sergent-détective, 1993-2000 Policier-enquêteur, 1987-1993 Policier, 1985-1987 Patrouilleur

5. Sylvie Beauregard, Enquêteuse et superviseur des enquêtes

Fin de mandat : 15 novembre 2020

- Service de police de la Ville de Montréal : 1997-2015 Sergente-détective, 1994-1997 Sergente-superviseuse de patrouille, 1989-1994 Agente-enquêteuse, 1985-1989 Agente de police
- Service de police de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada : 1984-1985 Agente de police

6. Mario Champoux, Enquêteur et superviseur des enquêtes

Fin de mandat : 12 octobre 2020

- Service de police de la Ville de Montréal : 2006-2015 Sergent détective, 1998-2006 Enquêteur, 1994-1998 Sergent détective, 1990-1994 Sergent de gendarmerie, 1981-1990 Agent de police

7. Luc Desroches, Enquêteur et superviseur des enquêtes volet allégations

Fin de mandat : 16 décembre 2020

- Commissaire à la déontologie policière : 2007-2015 Enquêteur
- Ville de Longueuil – Arrondissement de Saint-Hubert : 1976-2007 Sergent-détective

8. André Duchesne, Enquêteur et superviseur des enquêtes

Fin de mandat : 3 mars 2024

- École nationale de police du Québec : 2018-2019 Coordonnateur du perfectionnement en enquête
- Sûreté du Québec : 2013-2018 Capitaine par intérim et responsable du service des enquêtes sur les crimes contre la personne, puis capitaine responsable du processus disciplinaire et des enquêtes internes, puis responsable du service des opérations tactiques, puis coordonnateur de l'équipe mixte d'enquête sur le Service de police de la Ville de Montréal, puis responsable du service des opérations tactiques; 2011-2013 Lieutenant et responsable de division des crimes contre la personne; 2009-2011 Sergent et responsable d'équipe sur les crimes contre la personne; 2003-2009 Sergent et enquêteur sur les crimes contre la personne; 2002-2003 Enquêteur – Municipalité régionale de comté du Bas-Richelieu
- Ville de Sorel-Tracy : 2000-2002 Policier et enquêteur
- Ville de Tracy : 1987-2000 Policier et enquêteur

9. François Roux, Enquêteur et superviseur des enquêtes

Fin de mandat : 3 mars 2024

- Coordonnateur et consultant au BEI : 2017
- Sûreté du Québec : 2015-2017 Directeur des mesures d'urgence puis des normes professionnelles, 2013-2015 Commandant Montérégie, 2007-2013 Directeur adjoint services d'enquêtes criminelles puis directeur des renseignements et enquêtes criminelles, 2006-2007 Chef du service enquêtes crime contre la personne puis du service de l'analyse du comportement, 1998-2006 Enquêteur puis chef d'équipe au service des enquêtes contre la personne puis responsable de module aux services enquêtes contre la personne puis de la division des enquêtes sur les crimes contre la personne, 1993-1998 Enquêteur au service du crime organisé, 1988-1993 Patrouilleur
- Ville d'Amos : 1986-1988 Patrouilleur

ENQUÊTEURS ET ENQUÊTEUSES

10. Sébastien Aubry, Enquêteur

Fin de mandat : 15 novembre 2020

- Commissaire à la lutte contre la corruption : 2015 Analyste-vérificateur, Service de la vérification de l'intégrité des entreprises
- Sûreté du Québec : 2014 – 2015 Analyste-investigateur, Division de l'intégrité des organisations
- Indemnisation des victimes d'actes criminels : 1994 – 2014 Enquêteur

11. Sylvain Baillargeon, Enquêteur

Fin de mandat : 24 mars 2024

- Sûreté du Québec : 2019 Directeur adjoint aux opérations en mesures d'urgence; 2018-2019 Commandant – Région Outaouais-Laurentides; 2016-2018 Directeur adjoint aux

opérations en mesures d'urgence – Direction des mesures d'urgence; 2016-2017 Directeur par intérim – Direction des mesures d'urgence; 2015-2016 Directeur adjoint – Direction des enquêtes sur le crime organisé et financier; 2012-2015 Directeur – Direction des services des enquêtes régionales; 2007-2012 Responsable de Division des enquêtes sur les crimes contre la personne ; 2010-2011 Chef de service – Service de l'intégrité de la personne; 1999-2007 Enquêteur, puis responsable d'équipe, puis responsable de module – Division des enquêtes sur les crimes contre la 1993-1999 Enquêteur – Escouade sur le Crime organisé; 1990-1993 Patrouilleur

12. Michèle Beaudoin, Enquêteuse

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Service de police de la Ville de Montréal : 1999-2017 Sergente-détective 1995-1999 Policière, enquêteuse et formatrice, 1992-1995 Policière et enquêteuse, 1990-1992 Agente et enquêteuse 1989-1990 Agente, 1987-1989 Policière patrouilleuse

13. Marie-France Beaudry, Enquêteuse

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Service de police de la Ville de Montréal : 2010-2017 Sergente-détective et enquêteuse, 2009-2011 Sergente-détective et officier de liaison pour la Cour du Québec, 2007-2009 Sergente-détective et enquêteuse, 2002-2007 Sergente et enquêteuse aux affaires internes, 1998-2002 Sergente – Gendarmerie et superviseuse, 1997-1998 Sergente et superviseuse de quartier, 1990-1997 Patrouilleuse
- Organisation des Nations Unies – Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) : 2015-2016 Policière aux Missions internationales
- Gendarmerie royale du Canada : 1987-1990 Gendarme et agente-enquêteuse

14. Louis Briand-Goulet, Enquêteur

Fin de mandat : 5 mai 2024

- Commissaire à la lutte contre la corruption : 2017-2019 Analyste en renseignement
- Banque Laurentienne du Canada : 2014-2017 Analyste puis Directeur adjoint – Département de la détection et prévention de la fraude
- YMCA Canada : 2012-2014 Représentant – Service à la clientèle
- Corporation de Transport en valeurs Garda : 2011-2012 Agent multisecteur

15. Martin Bonin-Charron, Enquêteur

Fin de mandat : 3 mars 2024

- Bureau des enquêtes indépendantes : 2016-2019 Conseiller aux communications
- Micro-Clair international inc. : 2014-2015 Responsable du marketing et du développement des affaires
- Centre de services partagés du Québec : 2013-2014 Chargé de communications et du marketing

16. Tony Brien, Enquêteur

Fin de mandat : 24 mars 2024

- Service de police de la Ville Sherbrooke : 2004-2019 Responsable criminologue et conseiller stratégique – Division des enquêtes criminelles
- Université Laval : Depuis 2018 Chargé de cours au baccalauréat en criminologie

- Université du Québec à Chicoutimi : Depuis 2013 Chargé de cours au baccalauréat en psychologie
- Université de Montréal – École de criminologie : Depuis 1995 Chargé de cours au certificat, au baccalauréat et à la maîtrise en criminologie, en sécurité et en études policières
- Ordre professionnel des criminologues du Québec : 2015-2019 Syndic
- Crime et Logique inc. : 2010-2019 Président-fondateur et copropriétaire – Formations continues en criminologie, en sciences criminelles et judiciaires et en matière policière
- Institut Philippe Pinel de Montréal : 2000-2004 Coordonnateur de recherche
- Service correctionnel du Canada : 1995-2000 Agent principal de recherche

17. Julie Charron, Enquêteuse

Fin de mandat : 18 juin 2022

- Commissaire à la lutte contre la corruption : 2016-2017 Analyste en renseignements – Service de la vérification
- Commission de la santé et sécurité au travail : 2011-2016 Enquêteuse spécialiste
- Vidéotron : 2009-2011 Enquêteuse
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : 2000-2009 Enquêteuse en matières frauduleuses

18. François Coiteux, Enquêteur

Fin de mandat : 3 mars 2024

- Corps canadien des Commissionnaires (division du Québec) : 2018-2019 Enquêteur privé
- Investigation Trak inc. : 2018-2019 Enquêteur privé
- Les Services de placement Télé-Ressources ltée : 2015-2018 Conseiller en santé et sécurité
- CSG Investigation Protection / DCI Sécurité : 2014-2015 Directeur aux enquêtes
- Service de police de la Ville de Montréal 1984-2014 Policier patrouilleur et enquêteur

19. Chantal Desroches, Enquêteuse

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Société des loteries du Québec : 2017 Enquêteuse
- Bureau de la sécurité privée : 2012-2017 Inspectrice-enquêteuse, 2014-2015 Directrice par intérim des enquêtes et de l'inspection
- Université de Montréal : 2011 Assistante de recherche, 2010-2011 Auxiliaire d'enseignement
- Banque Laurentienne du Canada : 2009 Directrice adjointe – Détection et prévention de la fraude électronique
- Société hypothécaire HSBC (Canada) : 1997-2002 Représentante – Services financiers aux particuliers

20. Pamela Diaz Saenz, Enquêteuse

Fin de mandat : 18 juin 2022

- Cégep de St-Jean-sur-Richelieu : 2016-2017 Chargée de cours – Formation continue
- Institut Teccart : depuis 2014 Chargée de cours en techniques juridiques – Pavillon de Longueuil
- Accueil Liaison pour arrivants (ALPA) : 2014-2015 Responsable des ressources humaines
- Diaz et Tzinis : 2010-2015 Notaire
- Hôpital Louis-H. Lafontaine : 2003-2006 Infirmière spécialisée en psychiatrie
- Cité de la Santé de Laval : 2002-2003 Infirmière à l'urgence

21. David Drouin-Lê, Enquêteur

Fin de mandat : 14 février 2021

- Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction : 2013-2015 Rechercheur
- Préfecture de la région Nord-Pas-de-Calais (Lille, France) : 2012-2013 Chargé de mission
- Ambassade de France en Belgique (Bruxelles, Belgique) : 2012 Chargé de mission
- Langlois Kronström Desjardins avocats : 2009-2011 Avocat

22. Martin Dubeau, Enquêteur

Fin de mandat : 15 novembre 2020

- Commissaire à la lutte contre la corruption : depuis 2015 Analyste-vérificateur
- Sûreté du Québec : 2014-2015 Analyste-investigateur
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : 2009-2014
- Banque Royale du Canada : 2006-2009 Agent à la fraude – Département des fraudes

23. Renée-Louise Fafard, Enquêteuse

Fin de mandat : 3 mars 2024

- Service de police de la Ville de Montréal : 2006-2019 Sergent détective enquêtes criminelles puis section des crimes majeurs, 1999-2006 Agente enquêteuse, 1997-1999 Agente formatrice, 1991-1994 Agente de validation, 1987-1994 Agente patrouilleuse
- Organisation des Nations Unies – Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTHA) : 2008 Policière

24. Paul Giroux, Enquêteur

Fin de mandat : 18 juin 2022

- Service de police de la Ville de Laval : 1993-2017 Enquêteur principal, 1989-1993 Enquêteur, 1985-1989 Patrouilleur
- Ministère de la Sécurité publique : 1983-1985 Gardien de prison

25. Daniel Guillemette, Enquêteur

Fin de mandat : 5 janvier 2025

- École nationale de police du Québec : 2018-2019 Registraire
- Collège Ellis Campus Drummondville : 2013-2018 Coordonnateur du programme de techniques policières
- Sûreté du Québec : 1998-2013 Technicien en scènes de crime ; 1987-1998 Patrouilleur
- Sûreté municipale de Normandin : 1985-1987 Patrouilleur

26. Sophie L'Italien, Enquêteuse

Fin de mandat : 5 mars 2022

- Commission scolaire de Laval : 2008-2017 Directrice d'école
- Commission scolaire de Montréal : 2004-2008 Directrice d'école, 2002-2004 Directrice adjointe, 1997-2002 Enseignante en histoire
- Journal Kraken : 1999-2000 Éditrice adjointe – Le journal des jeunes du Québec
- La Commission des écoles catholiques de Montréal : 1995-1997 Suppléante et enseignante à la leçon
- Forces armées canadiennes : 1991-1995 Officier d'administration

27. Michel Lacerte, Enquêteur

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal : 2015-2017 Enquêteur
- Service de police de la Ville de Montréal : 1997-2015 Sergent-détective, 1993-1997 Policier et superviseur, 1985-1993 Policier patrouilleur
- Service de police de la Ville d'Asbestos : 1984-1985 Policier-pompier

28. Gilles Lagacé, Enquêteur

Fin de mandat : 15 novembre 2020

- Service de police de la Ville de Montréal : 1997-2015 Sergent-détective, 1996-1997 Sergent-enquêteur à la discipline, 1992-1996 Sergent-superviseur de patrouille, 1985-1992 Policier-patrouilleur
- Service de police de la Ville de Vanier : 1984 Policier-patrouilleur

29. Céline Lamige Enquêteuse

Fin de mandat : 5 mai 2024

- Service de police de la Ville de L'Assomption et de Saint-Sulpice : 2008-2019 Analyste et préventionniste
- Tandem Paix et Sécurité Montréal-Nord : 2007-2008 Responsable d'équipe et chargée de projets du programme montréalais en sécurité urbaine

30. Pierre Larente, Enquêteur

Fin de mandat : 14 février 2021

- Service de police de la Ville de Gatineau : 2012-2013 Inspecteur civil, 2009-2012 Inspecteur-chef, 2002-2009 Capitaine, 2002-2009 Responsable – Unité de contrôle de foule et manifestations, 2005-2008 Responsable et chef de groupe – Groupe d'intervention, 1994-2002 Capitaine, 1990-1994 Lieutenant, 1986-1990 Sergent de route, 1974-1986 Agent-patrouilleur – Division patrouille

31. Guy Laroche, Enquêteur

Fin de mandat : 5 janvier 2025

- Cégep de Maisonneuve : 2012-2019 Coordonnateur – Département des techniques auxiliaires de la justice; 1998-2012 Professeur en criminologie
- Les Centres jeunesse de Montréal-Centre Boscoville : 1986-2000 Intervenant clinique
- La Résidence Emmanuel Grégoire inc. ; 1986-1987 Intervenant clinique
- Les Centres jeunesse Mauricie–Bois-Francs :1985-1986 Éducateur – Centre de jour – Pavillon Laforest

32. Zoé Lavoie-Gouin, Enquêteuse

Fin de mandat : 3 mars 2024

- Banque Capital One (Succursale Canadienne) : 2018-2019 Analyste, agente de détection de fraude
- Centre médical St-Henri inc. : 2016-201 Adjoints administrative
- Film « Mindhorn », télé-séries « Le Chardon et le Tartan » (Starz), « Shetland » (BBC) et autres productions de la BBC (Glasgow, Royaume-Uni) 2013-2016 Technicienne à la caméra
- Forces armées canadiennes 2009-2012 Réserviste, analyste de renseignement

33. Laurie Ann Lefebvre, Enquêteuse

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Service de police de la Ville de Montréal : 2016-2017 Sergente-détective, 2014-2016 Lieutenant-détective, 2001-2014 Sergente-détective, 1997-2001 Sergente et superviseuse de patrouille, 1996-1997 Policière et porte-parole du service, 1994-1996 Sergente et superviseuse de patrouille, 1986-1994 Policière patrouilleuse – Postes 23 et 33
- École nationale de la police du Québec : 2012-2017 Instructrice en enquête

34. Denis Legault, Enquêteur

Fin de mandat : 16 décembre 2020

- Service de police de la Ville de Montréal : 2010-2015 Superviseur des enquêtes en matière de stupéfiants, 2005-2010 Sergent-détective aux enquêtes criminelles, 1994-2005 Enquêteur, 1983-1994 Patrouilleur
- Service de police de la Ville D'Iberville : 1982-1983 Policier temporaire

35. Donald Lemieux, Enquêteur

Fin de mandat : 15 novembre 2020

- Service de police de la Ville de Montréal : 1998-2015 Enquêteur, 1993-1998 Sergent-superviseur, 1987-1993 Policier-patrouilleur
- Cité de Saint-Romuald-d'Etchemin et Ville de Saint-Jean-Chrysostome : 1986-1987 Policier-patrouilleur

36. Mambuene Muaka, Enquêteuse

Fin de mandat : 16 octobre 2021

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : 2012-2016 Enquêteuse en matières frauduleuses
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : 2000-2012 Enquêteuse en matières frauduleuses
- Ministère de la Sécurité publique : 1999-2000 Agente de service correctionnel – Établissement de détention de Rivière-des-Prairies
- S.I.D.A.C. Place Sainte-Catherine: 1997-1998 Agente de liaison puis coordonnatrice de projets – Montréal
- Ligue des droits de la personne à Kinshasa (République démocratique du Congo) : 1992-1993 Conseillère juridique
- République démocratique du Congo : 1990-1992 Substitut du procureur de la couronne

37. Yamilée Nicolas-Pierre, Enquêteuse

Fin de mandat : 16 décembre 2020

- Sûreté du Québec : 2013-2015 Conseillère en développement de programmes, 2012-2013 Agente de recherche et de développement – Service-conseil aux enquêtes
- Service de police de la Ville de Montréal : 2007-2011 Préposée aux communications d'urgence – Analyse et répartition des appels 9-1-1
- Ministère de la Sécurité publique : 2009 Stagiaire en sécurité et études policières – Service du renseignement criminel du Québec (S.R.C.Q.)
- Banque Laurentienne du Canada : 2004-2007 Conseillère au service à la clientèle

38. Marc Pigeon, Enquêteur

Fin de mandat : 14 février 2021

- Média QMI inc. : 2004-2016 Adjoint au directeur de l'information, 1998-2004 Journaliste – Affaires policières et judiciaires, 1996-1998 Journaliste pigiste
- Les éditions du Boisé inc. : 1993-1996 Journaliste et photographe – Journal Photo-Police
- RadioMutuel inc. : 1993 Journaliste et lecteur de nouvelles – CKRS-AM
- Radio CFGT inc. : 1991-1993 Journaliste et lecteur de nouvelles – CFGT-AM

39. Michel Pilon, Enquêteur

Fin de mandat : 15 novembre 2020

- Pilon Polygraphe / Consultant inc. : 2000-2015 Polygraphiste et enquêteur
- École nationale de police du Québec et Collège canadien de police (Ottawa) : depuis 1989 Concepteur et formateur en enquêtes policières et en gestion de situation de crise
- Ville de Hampstead : 2011-2015 Commandant – Responsable gestionnaire – Service de sécurité publique
- Service de police de la Ville de Montréal : 1998-2000 Polygraphiste, 1987-2000 Sergent-détective, 1985-1987 Superviseur, 1972-1985 Constable
- Service de police de la Ville de Mont-Royal : 1969-1972 Constable

40. Mélissa Amélie Plourde, Enquêteuse

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Table de concertation régionale en saines habitudes de vie : 2017 Coordinatrice
- Coroner : 2014-2017 Coroner à temps partiel – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Fonds Québec en Forme : 2011-2017 Responsable régionale – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie : 2008-2017 Avocate – Service du contentieux – Centre jeunesse Gaspésie / Les Îles
- Chambre de commerce et de tourisme de Gaspé : 2009-2011 Directrice générale
- Jeannotte, Plourde, Côté : 2004-2009 Avocate associée – Droit de la famille, de la jeunesse et droit civil
- Ministère de la Justice : 2003 Stagiaire en droit – Direction du contentieux

41. Catherine Rochefort-Maranda, Enquêteuse

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Sûreté du Québec : 2011-2017 Analyste en renseignements criminels, 2009 Coordinatrice de la veille stratégique
- Ministère de la Sécurité publique : 2009-2011 Conseillère – Direction de la prévention et de l'organisation policière
- Université de Montréal : 2007-2008 Assistante de recherche – Centre international de criminologie comparée
- Société Emmanuel Grégoire inc. : 2006-2007 Conseillère clinique – Centre résidentiel communautaire
- Cabinet du ministre de la Sécurité publique : 2005-2006 Conseillère politique
- L'Évasion St-Pie X : 2004-2005 Travailleuse de milieu

42. Andreas Bryan Schinke, Enquêteur

Fin de mandat : 3 mars 2024

- Sécurité publique Canada : 2007-2019 Enquêteur

43. Giovanna Taddeo, Enquêteuse

Fin de mandat : 7 janvier 2023

- Les Solutions V-Fit P.R.O. inc. : 2016-2017 Présidente et instructrice de karaté et d'autodéfense
- SNC-Lavalin inc. : 2014-2016 Enquêteuse supérieure
- Gendarmerie royale du Canada : 2012-2014 Superviseuse, responsable de l'équipe de renseignement, 2009-2012 Caporale et enquêteuse – Unité mixte d'enquête sur le crime organisé autochtone, 2007-2009 Gendarme et enquêteuse – Unité mixte d'enquête sur le crime organisé autochtone
- Administration régionale Kativik : 2005-2007 Caporale et enquêteuse – Unité mixte d'enquête sur le crime organisé autochtone – Corps de police régional Kativik – Montréal, 2003-2005 Policière caporale – Corps de police régional Kativik – Kuujuaq, 2001-2003 Policière constable – Corps de police régional Kativik – Kuujuaq

44. Noutépé Tagodoé, Enquêteur

Fin de mandat : 18 juin 2022

- Université du Québec à Montréal : 2012-2017 Conseiller en sécurité publique et coordonnateur de l'équipe Analyses, enquêtes et technologies de sécurité
- Katanka Services-conseils inc. : 2011-2017 Fondateur, président et consultant principal
- Boscoville 2000 : 2006-2011 Agent de développement
- Institut de recherche pour le développement social des jeunes : 2006 Agent de recherche, 2004-2005 Assistant de recherche
- Université de Montréal : 2005 Assistant de recherche – Département de psychopédagogie, 2004-2005 Assistant de recherche – École de psychoéducation

45. Frédérique Tardif, Enquêteuse

Fin de mandat : 3 mars 2024

- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec : 2018-2019 Avocate
- Centre communautaire juridique de Québec : 2018 Avocate, 2012-2015 Agente de bureau – Section criminelle
- Centre communautaire juridique de la Rive-Sud 2016-2018 Avocate
- Barreau du Québec : 2011 Préposée au service de référence

46. Daniel Tremblay, Enquêteur

Fin de mandat : 16 décembre 2020

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : 2007-2015 Enquêteur
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : 2002-2007 Chef d'équipe aux enquêtes, 1997-2002 Enquêteur en matières frauduleuses
- Les Centres jeunesse de Montréal : 1994-2000 Éducateur
- Université de Montréal : 1993-1995 Assistant de recherche – Département de criminologie
- Service de police de la Ville de Montréal : 1994 Stagiaire de maîtrise – Section recherche et planification
- Gendarmerie royale du Canada : 1991-1993 Policier – Aéroport international Pearson (Toronto)
- Ministère de la Sécurité publique : 1991 Assistant de la conseillère au sous-ministre – Bureau du sous-ministre

- Service de police de la Ville de Québec : 1990 Stagiaire en recherche et développement – Section planification et organisation
- Service de police de la Ville de Sainte-Foy : 1989 Analyste au programme de prévention – Section prévention de la criminalité

47. Julien Turcot, Enquêteur

Fin de mandat : 16 octobre 2021

- SNC-Lavalin inc. : 2015-2016 Enquêteur
- Directeur des poursuites criminelles et pénales : 2012-2015 Procureur – Bureau de lutte au crime organisé, 2012 Stagiaire en droit pénal pour adolescents – Bureau de la jeunesse de Montréal

48. Kenny Yu, Enquêteur

Fin de mandat : 16 octobre 2021

- Bureau de la sécurité privée : 2015-2016 Enquêteur-inspecteur, 2014-2015 Inspecteur
- Université de Montréal : 2011-2014 Agent de prévention et de sécurité, 2012-2013 Auxiliaire d'enseignement – École de criminologie
- Corporation de sécurité Garda World : 2009-2011 Agent de sécurité